

# Entre l'Europe et les Etats-Unis, Giorgia Meloni cherche sa voie

DS6901 DS6901  
**LA PRÉSIDENTE DU  
CONSEIL ITALIEN  
ENTEND CULTIVER  
UNE RELATION  
BILATÉRALE  
FONDÉE SUR UNE  
CONVERGENCE  
IDÉOLOGIQUE  
AVEC LE MONDE  
TRUMPIEN**

## ANALYSE

**L**a présidente d'extrême droite du conseil italien, Giorgia Meloni, voulait faire office de pont entre les deux rives de l'Atlantique, dans le monde bouleversé qui est né de la victoire de Donald Trump et du changement de régime en cours à Washington. Depuis son arrivée au pouvoir en 2022, elle est parvenue à obtenir la confiance d'une partie de l'establishment européen, entretenant notamment une relation suivie avec la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen. D'un autre côté, elle a su plus tard se rendre identifiable à la Maison Blanche, très appréciée des cercles conservateurs. De là, elle a conquis l'amitié d'Elon Musk et une certaine attention de la part de Donald Trump. Cependant, la dirigeante italienne a semblé en retrait au cours de la séquence ouverte par l'investiture du président américain, menée au pas de course au fil des coups de boutoir diplomatiques et des atterrissements de Washington.

Très méfiante à l'égard des initiatives françaises, Giorgia Meloni a mené son action diplomatique à part, animée par deux impératifs : refuser au nom de « l'unité de l'Occident » toute hausse de ton face à une administration Trump dont elle est idéologiquement proche, et assurer son opinion publique profondément pacifiste qu'aucun soldat italien ne foulera le sol ukrainien. Cette configuration pourrait changer, Emmanuel Macron étant attendu à Rome mardi 3 juin pour une rencontre et un dîner de travail avec la présidente du conseil, alors que la relation entre les deux dirigeants n'a jamais décollé depuis l'arrivée de Giorgia Meloni sur la scène internationale. A plusieurs reprises, elle a même tourné à la confrontation, voire à la crise diplomatique. Le 16 mai, en marge du sommet de la Communauté politique européenne à Tirana, le président français a accusé la cheffe de l'exécutif italien de dif-

fuser de « fausses informations » à la manière du Kremlin.

Le jour même, Giorgia Meloni avait en effet justifié son absence, lors d'un appel entre les chefs d'Etat et de gouvernement de la « coalition des volontaires », le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, et Donald Trump, par le refus de Rome d'envoyer des troupes en Ukraine. Le 10 mai, M<sup>me</sup> Meloni était aussi absente du voyage officiel à Kiev d'Emmanuel Macron, du premier ministre britannique, Keir Starmer, et du chancelier allemand, Friedrich Merz. Dans l'opposition, on criait alors à l'isolement coupable de Rome en Europe, Giorgia Meloni étant déjà venue à reculons à Paris en février. Elle avait alors assisté à une réunion organisée par Emmanuel Macron où elle avait justifié les attaques violentes lancées à Munich contre le modèle démocratique européen par le vice-président américain, J. D. Vance.

Le 27 mai, la présidente du conseil avait assuré, devant les patrons italiens réunis à Bologne, avoir redonné à l'Italie « la centralité qui lui est propre sur l'échiquier international ». Et elle espérait un rôle majeur avec l'élection de Donald Trump. Force est de constater que son action a donné des résultats limités. L'éventualité de négociations au Vatican voulue par Giorgia Meloni s'est évanouie, tout comme celle d'un sommet à Rome entre l'Union européenne et les Etats-Unis.

### Vole parallèle

Pour autant, l'Italienne n'est pas seule. Sa relation avec Ursula von der Leyen reste solide. Le 18 mai, Giorgia Meloni, qui avait reçu en avril J. D. Vance à Rome, est parvenue à l'asseoir autour d'une table avec la présidente de la Commission, en marge de l'inauguration du pontifical de Léon XIV. Les partisans de Giorgia Meloni lui attribuent par ailleurs un rôle crucial dans l'organisation de l'appel téléphonique entre Ursula von der Leyen et Donald Trump, dimanche

25 mai, qui a débouché sur le report de l'application des nouveaux droits de douane américains visant l'Union européenne le 9 juillet. La dirigeante s'était d'ailleurs coordonnée avec la présidente de la Commission avant sa rencontre avec Donald Trump à Washington, en avril.

Dans sa voie parallèle, la nationaliste Giorgia Meloni entend cultiver une relation bilatérale fondée sur une convergence idéologique avec le monde trumpien, où elle l'adore à Mar-a-Lago. On la trouve formidable, sympathique, prometteuse », confiait récemment un visiteur de la forteresse floridienne de Donald Trump. Dans le bureau Ovale, la présidente du conseil a même reçu l'onction du président américain qui a accepté de dire avec l'air amusé qu'elle serait son interlocutrice privilégiée en Europe.

Dans son très bon anglais, elle fustigeait la culture « woke », faisait profession de « nationalisme occidental » et répétait son ambition sur le modèle du président américain, « Make the West great again ». Si de telles positions pouvaient parler à son ami Elon Musk, on ignore à quel point Donald Trump, avec son slogan « America first », peut y être sensible. Le milliardaire, qui servait de point de contact à Giorgia Meloni, a quitté la Maison Blanche. Allégeance idéologique ne vaut pas centralité diplomatique.

De fait, les autres dirigeants européens ne paraissent nullement avoir besoin de la médiation de Giorgia Meloni pour parler avec Donald Trump. Pour sa part, elle ne semble pas encore voir l'intérêt de faire bloc avec les autres grands pays du continent qui se coordonnent étroitement dans le contexte de la crise transatlantique. Reste à savoir si, après la rencontre de mardi à Rome, les efforts apparemment solitaires de Giorgia Meloni, bien que coordonnés avec Ursula von der Leyen, pourront enfin converger avec ceux de ses partenaires européens. ■

ALLAN KAVAI (ROME, CORRESPONDANT)